



Centre Hospitalier Emile ROUX
94450 Limeil Brévannes
Hôpital de Gériatrie et Centre de traitement des Addictions
Assistance – Publique Hôpitaux de Paris

Le 11 02 2010

*Communiqué de presse et
lettre ouverte à la population*

Grève illimitée à l'hôpital Emile ROUX

Les personnels réunis en assemblée générale, mardi 9 février, ont décidé de se mettre en grève pour une durée illimitée.

Il est grand temps de montrer à tous ces décideurs que sans nous ils ne sont rien.

Nous demandons tous une modernisation de l'AP-HP mais pas en diminuant l'offre de soins, en dégradant les conditions de travail, en supprimant des emplois. Nous voulons un hôpital moderne, avec des conditions de travail dignes du 21^{ème} siècle, des effectifs compatibles avec la vie privée.

L'AP-HP est une institution mal traitante avec ses agents, elle devient même violente.

Les personnels de l'hôpital Emile Roux demandent une vraie reconnaissance de la gériatrie et dénoncent la politique menée depuis des années par ceux qui aujourd'hui n'ont qu'une crainte : que les personnels hospitaliers racontent ce qu'ils vivent au quotidien et dans quelles conditions ils prennent en charge les patients.

Honte à ce pays qui spéculer sur les personnes âgées (aujourd'hui on parle « d'or gris »), qui détruit les hôpitaux de gériatrie en supprimant des postes et des services entiers, qui fait des promesses après la canicule de 2003 et qui ne les tient pas... La population doit connaître la vérité : l'augmentation des plaintes concernant la maltraitance dans les hôpitaux s'effectue au moment où justement les hôpitaux connaissent des mesures de suppression de moyens et de personnels. Les personnels n'ont cessé d'alerter leur direction, leurs instances représentatives et l'opinion publique sur les conséquences dramatiques de ces réformes criminelles sur la qualité des soins.

A Emile ROUX c'est trois aides-soignants pour 28 patients de long séjour. Faites le calcul : 12 minutes par patient pour les réveiller, faire leur toilette et les habiller. Nos Ascenseurs tombent en panne régulièrement nous obligeant à transporter les patients et les chariots repas par les escaliers, tout cela parce que notre tutelle ne nous donne pas les moyens de les réparer. Il y a toujours de l'amiante dans notre hôpital et c'est sur le budget de l'hôpital que nous devons piocher pour procéder aux opérations de désamiantage. Malgré cela, Emile ROUX qui n'a pas de déficit (contrairement à l'hôpital NECKER, qui lui, recevra une jolie enveloppe de 91 millions d'euros d'investissements grâce à un ami du Président : cf. canard enchaîné du 3 février 2010) et qu'on présente comme le plus grand hôpital gériatrique d'Europe voit son avenir s'assombrir.

Le gouvernement nous fait tout un cinéma avec la grippe A : si vous saviez le nombre d'épidémies que nous gérons tous les ans (ERV, tuberculose, gale) et ce sans moyen supplémentaire. Personne n'en parle. Nous ne nous tairons plus.

Notre centre de traitement des addictions, sujet cher au Président SARKOZY, est voué à disparaître de notre établissement. Un service dont l'activité est plus que rentable et qui a depuis longtemps fait ses preuves. Dans ces temps où certains nous parlent de réduction de la dette publique, voilà un bel exemple de gâchis et de mensonges.

Notre laboratoire, indispensable pour un hôpital comme le notre, prix qualité en 2001, n°1 en France sur les études épidémiologiques en 2008, dont la gestion et l'activité sont irréprochables va être transféré sur l'hôpital Henri Mondor avec au passage disparition de postes.

La Direction fait un projet de 20 lits de post-AVC, achète le matériel, fait les travaux, et aujourd'hui nous avons donc une unité toute neuve qui n'accueillera jamais de patients, parce que nous n'avons plus les moyens de recruter. Qui veut parler d'économie avec nous ?

La réglementation impose à l'AP-HP depuis 2004 d'avoir dans ses unités de longs séjours, 90 % de chambres à un lit. Un projet a existé dans notre hôpital mais n'a toujours pas vu le jour. Nous avons appris depuis qu'il était abandonné. Notre Direction est donc hors la loi.

Rien n'est mis en place pour rendre notre hôpital attractif, malgré nos propositions en matière de logement, de salaires, de crèche- centre de loisirs... travailler en gériatrie n'est pas chose facile. Qui aujourd'hui a envie de côtoyer la mort, la vieillesse, la démence, la dépendance, la maladie d'Alzheimer (nous avons du être oubliés par le plan décrété par le Président) et surtout dans les conditions que nous décrivons ? Et tout ça pour 1400 euros brut par mois. Nous comprenons mieux pourquoi nos enfants veulent être chanteurs ou sportifs.

Les agents n'ont plus accès à la promotion professionnelle, l'AP-HP ne voulant plus financer les études de ceux qui veulent évoluer dans leur carrière. Que c'est triste.

Et cerise sur le gâteau, les jours dus aux personnels de l'AP-HP vont purement et simplement disparaître de nos cartes de repos par décision de la Direction Générale. Cela s'appelle du « vol en bande organisée ».

Nous continuons de remplir nos missions, mais à quel prix ? Des suicides à l'AP-HP, il y en a comme à France Telecom.

La loi HPST, et la politique de regroupements à l'AP-HP représentent une attaque sans précédent avec des conséquences dramatiques pour la population.

Nous revendiquons:

- ▣ Pour le maintien de toutes les promotions professionnelles.**
- ▣ Pour le maintien du service de traitement des addictions.**
- ▣ Pour des emplois suffisants en nombre et en qualification.**
- ▣ Pour la mise en place d'un plan de fidélisation et d'attractivité.**
 - ▣ Pour l'amélioration des conditions de travail.**
- ▣ Contre les regroupements d'hôpitaux et les conséquences sur les personnels ouvriers, administratifs et hospitaliers.**
 - ▣ Pour la reconnaissance de la gériatrie.**
 - ▣ Pour le maintien du laboratoire sur notre hôpital.**
 - ▣ Contre les fermetures de lits à l'AP-HP**

Frédéric LOPEZ, secrétaire SUD Santé Emile Roux

Pour tous contacts : Frédéric LOPEZ : Permanent syndical, Responsable de section de l'hôpital E. ROUX
06 48 94 15 40 (portable) 01 45 95 83 71 (Bureau du syndicat)